BACCALAURÉAT GÉNÉRAL – SÉRIE S – SESSION JUIN 2012

**Épreuve anticipée d’Histoire-Géographie**

*Corrigés*

**PREMIÈRE PARTIE**

**Composition d’Histoire**

Le candidat traite l’un des deux sujets suivants :

**Sujet 1 : L’accession à l’indépendance de l’Algérie.**

 À l’heure où l’on commémore le cinquantenaire de l’indépendance de l’Algérie, la guerre semble toujours faire rage entre les deux États. La guerre des mémoires. Ce qu’on a appelé pudiquement « les événements » continue de diviser les protagonistes français comme algériens. Torture, disparitions, rapatriés, massacres des harkis, le legs délétère de la « Guerre d’Algérie » (1954-1962) empoisonne encore l’histoire des deux pays. Une bonne raison pour tenter de comprendre par quelles modalités et à quel prix l’Algérie, hier territoire de la France (1830-1962), est devenue un État indépendant, la République Socialiste d’Algérie (RSA). On verra comment d’un territoire sous joug colonial l’Algérie s’est inventée dans sa lutte pour l’indépendance.

 L’Algérie, partie intégrante et évidente de l’empire colonial français, en occupe cependant une place à part. D’abord parce qu’elle n’est pas au sens strict une colonie mais un agglomérat de trois départements (Alger, Constantine et Oran) et un territoire domanial au Sud, le Sahara, et cet agglomérat constitue bien au sens juridique un fragment du territoire de la République. A cet égard l’Algérie c’est la France. Cette France au Sud de la Méditerranée est peuplée d’une part minoritaire (10%) mais non négligeable de Français : les « pieds noirs » que la France nomme les Français de Souche Européenne (FSE), composés de Français déportés puis transportés en Algérie au XIXe siècle (Alsaciens Lorrains, paysans pauvres *etc.*) et de Juifs de l’empire ottoman naturalisés (Décret Crémieux). Juridiquement française, peuplée en partie de Français, l’Algérie est aussi le symbole de la renaissance internationale de la France. Après la défaite impériale de 1815 la conquête (1830-1860) violente et médiatisée marque le retour de la gloire militaire. Bugeaud, Cavaignac, le prince de Joinville luttant contre les hommes d’Abd El Kader construisent dans l’imaginaire français une geste héroïque que la IIIe République reprend à son compte. Victor Hugo sera un des promoteurs de cette Algérie conçue comme l’élément fondateur de la régénération sociale de la France. Sur le terrain la réalité est toute autre. Aux côtés d’une population européenne plutôt favorisée (Mais pas toujours riche, Camus le rappelle) vit une population musulmane souvent rurale, souvent pauvre, opprimée par un statut juridique médiéval (Le Code de l’indigénat) faisant des musulmans, Arabes, Kabyles ou Touaregs, des individus de seconde zone. Le racisme est partout, stigmatisant le « Bicot » ou le « Bougnoule » que l’on dit querelleur, fourbe et sale, sans voir le ressentiment d’une population humiliée en majorité et dépossédée de sa culture comme des ses terres. Car les terres offertes aux « pieds noirs » furent prises aux habitants. Face à cette iniquité les réactions sont diverses. Révoltes armées, jusqu’à la fin du XIXe siècle, comme celle de Mokrani en 1871-1872, frondes rurales (Les Aurès et le Sud saharien sont largement laissés au contrôle des juridictions traditionnelles). La fidélité des habitants originaires à la République reste cependant la norme. Régiments de Tirailleurs Algériens sur l’Argonne, Zouaves en Italie (Magenta, Solferino) et à Sedan (1870), les combattants algériens sont des grandes batailles livrées par le Second Empire et la République. De plus en plus se structure tout de même une opposition syndicale et politique, sinon à la présence de la France du moins au double statut séparant Français de Souche Européenne et Français de Souche Nord Africaine. Messali Hadj et son parti, l’Étoile Nord Africaine (1926) ou Ferhat Abbas (*Manifeste du Peuple Algérien*, 1943), en sont l’illustration.

 Comme pour l’ensemble des empires coloniaux européens c’est la Seconde Guerre mondiale (1939-1945) qui marque la vraie césure dans les processus d’accès aux indépendances. En Algérie la Seconde Guerre mondiale s’est marquée par le bombardement par les Anglais de la base navale pétainiste de Mers El Kebir, puis le débarquement américain (Opération *Torch*, 1942) et la résistance dérisoire des forces collaborationnistes, l’affrontement Giraud-De gaulle arbitré par les Américains, les combats entre *Afrika Korps* et forces alliées… Autant dire une succession d’humiliations militaires, morales et politiques subies par la France sur ce qu’elle considère comme son propre sol. Et si les combattants algériens s’illustrent en Italie (au Monte Cassino) et en Allemagne (prise du *Berghof* d’Adolf Hitler à *Berchtesgaden*) cela ne fait pas taire les désirs de libération. Le 8 mai 1945, à Sétif, en Kabylie, des manifestations indépendantistes tournent au massacre anti européen, puis la répression s’abat. Les victimes musulmanes se chiffrent en milliers de victime, la métropole ne sachant pas combien il y en eut, entre 2,000 et … 20,000 ! La Métropole croit faire des efforts : les Musulmans accèdent au droit de vote mais sur un double collège. Ils élisent autant de représentants que les FSE qui sont dix fois moins ! La solution pacifique semble vaine d’autant qu’au même moment les armées françaises sont battues en Indochine par des combattants vietnamiens (1954, Dien Bien Phu). La solution militaire redevient crédible. Elle est orchestrée par six dirigeants du Front de Libération Nationale (FLN) dont Ahmed Ben Bella et Mohammed Boudiaf qui lancent en novembre 1954 (Toussaint Rouge) une vague d’attentats contre des Européens. C’est le début des « événements ». Traitée comme un fait de droit commun, la guerre de libération devient vite une vraie guerre. L’armée rapatriée d’Indochine et animée d’un fort désir de revanche s’accapare la réalité des pouvoirs. (1955 envoi du contingent d’appelés, 1956 pouvoirs judiciaires spéciaux). La guerre devient une « sale guerre ». Concentration de villageois (25% de la population) dans des zones surveillées par l’armée, recourt systématique à la torture (Ce dont témoignera Henri Alleg dans son livre *La Question*), exécutions extrajudiciaires… La France semble concentrer la panoplie des erreurs à ne pas commettre dans une guerre subversive. Débarquant en Égypte (1956, Crise du canal de Suez) pour frapper le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA), détournant un avion civil marocain (1956) pour s’emparer des dirigeants FLN, bombardant des villages tunisiens réputés abritant des membres de l’ALN, (Sakhiet Sidi Youssuf) elle s’aliène ses alliés et surtout ses bailleurs de fonds (États-Unis). Le naufrage est achevé quand en 1958 l’armée fait cause commune avec la population « pieds noirs » qui refuse la formation à Paris d’un gouvernement favorable à l’indépendance de l’Algérie. C’est la « crise du 13 mai 1958 » qui voit la métropole tenue en otage par son armée d’Afrique. Appelé par les uns et les autres le général de Gaulle, investi des pleins pouvoirs pour 6 mois, devient le dernier président du Conseil de la IVe République, qu’il saborde, et le premier président de la Ve République, qu’il met en place.

 Les attentes en Algérie sont immenses. Le général de Gaulle en faisant sa « tournée des popotes » est acclamé (« Je vous ai compris » déclare-t-il devant une foule d’Européens et de Nord africains en liesse, sans que chacun se rende bien compte qu’il ne peut les avoir compris les uns et les autres…). Mais son opinion est rapidement faite : l’Algérie comme le reste de l’empire est un fardeau économique et moral que la France en pleine reconstruction ne peut plus porter. Les colonies d’Afrique subsaharienne sont décolonisées rapidement (1858-1960). Le sort de l’Algérie se dessine. Les décisions du pouvoir gaullistes ne procèdent ni d’intentions humanistes ni d’une analyse militaire : depuis 1957 (bataille d’Alger) le FLN est battu. Mais bien de considérations politiques et économiques. Sur le terrain la situation se dégrade au fur et à mesure que les pouvoirs militaires et les ultras comprennent que l’on s’achemine vers l’autodétermination. Un coup d’État militaire à Alger échoue (1961) mais montre l’ampleur du divorce entre la France et son armée. L’Organisation Armée Secrète (OAS) qui rassemble les fanatiques de l’Algérie française multiplie les attentats et les assassinats en France et en Algérie. Le FLN lui-même est engagé dans une guerre civile contre les autres composantes politiques algériennes : les militants du MNA sont assassinés par ceux du FLN comme à Mechta Casbah en 1957. Emprisonnés depuis 1956 les leaders politiques du FLN n’ont plus guère de prise sur les chefs militaires (Boumediene, Bouteflika). Ceux-ci sont en guerre entre eux (Armée de l’Est stationnée en Tunisie contre Armée de l’Ouest stationnée au Maroc). La dernière année de la Guerre d’Algérie (1962) est la plus meurtrière. Au fur et à mesure que l’échéance approche les règlements de compte s’intensifient dans tous les camps. Si les Accords d’Évian (18 mars 1962, ratifiés par référendum la même année )définissent les grandes lignes de l’accession à l’indépendance d’une Algérie livrée au FLN (Indépendance contre la cession au moins provisoire du territoire du Sahara dans lequel s’expérimente à Reggane la bombe nucléaire française, envoi par l’Algérie chaque année d’un contingent de travailleurs en France), ils ne prévoient rien de concret pour la protection des pieds noirs (5,000 disparaissent entre 1961 et 1964) ou leur indemnisation (L’Algérie vient de décider cette année de nationaliser leurs biens en Algérie et leur condition matérielle en France est souvent très précaire). Rien n’est prévu non plus pour la protection des combattants musulmans au service de la France (Les harkis). Ceux qui furent rapatriés (800,000) ont vécu dans des conditions sanitaires et matérielles honteuses, ceux qui sont restés furent le plus souvent arrêtés, torturés, mutilés et exécutés (150,000) par les cadres du FLN.

 L’accession de l’Algérie à l’indépendance (3 juillet 1962) fut donc le résultat d’un double processus : sur le temps long la naissante d’une identité algérienne, sur les bases territoriales façonnée par le colonisateur. Identité assise sur la commune humiliation vécue par l’immense majorité des musulmans, qu’ils soient Arabes, Kabyles ou Touaregs. Et sur le temps court elle fut le résultat d’une multitude de conflits (Guerre de l’Armée contre le FLN, guerre du FLN contre lui-même et les autres composantes indépendantistes algériennes, guerre de l’OAS contre les modérés…) réunis dans ce qu’on nomme la « Guerre d’Algérie » qui fit 300,000 morts algériens et près de 40,000 français. Qui continue à travers les injustices faites aux « pieds noirs » rapatriés et abandonnés, aux harkis livrés aux bourreaux, aux militants du FLN exécutés sauvagement et dont les corps dorment encore dans des charniers inconnus.